

Longueuil, le 3 novembre 2016

Objet : Demande d'accès n° 2004 69042 – Réponse

Madame,

La présente fait suite à votre demande d'accès, reçue le 7 octobre dernier, concernant le certificat d'autorisation émis à Northex Environnement inc. relatif à la lixiviation chimique [...] métaux.

Vous trouverez en pièce jointe le document demandé. Il s'agit de :

- CA du 9 août 2016 (2 pages)

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez, en pièce jointe, une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, vous pouvez communiquer avec le soussigné, analyste responsable de votre dossier, par courriel à l'adresse fabrice.tremblay@mddelcc.gouv.qc.ca, en mentionnant le numéro de votre dossier en objet.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ

Fabrice Tremblay, répondant régional
de l'accès aux documents

p. j. (2)

Longueuil, le 9 août 2016

CERTIFICAT D'AUTORISATION
Loi sur la qualité de l'environnement
(RLRQ, chapitre Q-2, article 22)

Northex Environnement inc.
699, montée de la Pomme d'Or
Contrecoeur (Québec) J0L 1C0

N/Réf. : 7610-16-01-0919917
401371893

**Objet : Procédé chimique de traitement de sols contaminés par des
contaminants inorganiques/mixtes**

Mesdames,
Messieurs,

À la suite de votre demande de certificat d'autorisation du 16 mai 2016, reçue le 17 mai 2016 et complétée le 8 juillet 2016, j'autorise, conformément à l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2), le titulaire mentionné ci-dessus à réaliser le projet décrit ci-dessous :

Procédé de traitement chimique de sols contaminés par des contaminants inorganiques/mixtes.

Le présent projet sera réalisé sur le terrain désigné par le lot 5 024 937 du cadastre du Québec, situé au 699, montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, municipalité régionale de Marguerite D'Youville.

Le présent certificat d'autorisation ne comprend pas de changement aux conditions de réception des sols contaminés.

La délivrance du présent certificat d'autorisation ne constitue pas une reconnaissance que le traitement autorisé permet d'enlever les substances présentes dans les sols (métaux) dans une proportion de 90 % au sens de l'article 4 (1°) c) du *Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés*.

Les documents suivants font partie intégrante du présent certificat d'autorisation :

- Demande de certificat d'autorisation « Procédé chimique de traitement des sols contaminés par des contaminants inorganiques/mixtes », datée du 16 mai 2016, reçue le 17 mai 2016, signée par Marie-Josée Lamothe de la firme Northex Environnement inc., 32 pages et 4 annexes;
- Rapport présenté au ministère (MÉSI) du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, intitulé « Rapport d'étape - procédé chimique, procédé physico-chimique de traitement des sols contaminés par des contaminants inorganiques/mixte », daté du 4 mai 2016, reçu le 5 mai 2016 par Marie-Josée Lamothe de la firme Northex Environnement inc., 67 pages et 6 annexes;
- Courriers électroniques au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, transmis le 8 juillet 2016 par Kathleen Dubé de la firme Northex Environnement, concernant l'entreposage des extrants de la chambre chimique;
- Courriers électroniques au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, transmis le 21 juillet 2016 par Kathleen Dubé de la firme Northex Environnement, concernant la durée de l'entreposage des sols traités et du système de traitement de l'air.

En cas de divergence entre ces documents, l'information contenue au document le plus récent prévaudra.

Le projet devra être réalisé et exploité conformément à ces documents.

En outre, ce certificat d'autorisation ne dispense pas le titulaire d'obtenir toute autre autorisation requise par toute loi ou tout règlement, le cas échéant.

Pour le ministre,



NP/LFR/imb

Natalie Provost, ing.
Directrice régionale de l'analyse et de
l'expertise de l'Estrie et de la
Montérégie